

**PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-ANNE-DE-LA-POCATIÈRE  
COMTÉ DE KAMOURASKA**

**RÈGLEMENT NUMÉRO 249 RELATIF AUX  
REJETS DANS LES RÉSEAUX D'ÉGOUTS DE  
LA MUNICIPALITÉ DE SAINTE-ANNE-DE-LA-  
POCATIÈRE.**

**EXTRAIT CONFORME** du procès-verbal de la séance spéciale du conseil municipal tenue le 19 mai 2005 à la salle municipale, située au 175, chemin des Sables Est, à Sainte-Anne-de-la-Pocatière :

Sont présents : Monsieur Marcel Bélanger, maire  
Monsieur Raymond Hudon, conseiller  
Madame Martine Hudon, conseiller  
Monsieur Dominique Bélanger, conseiller  
Monsieur Denis Dutil, conseiller  
Monsieur Michel Chouinard, conseiller

Tous membres du conseil et formant quorum.

Il est constaté que les avis de convocation aux fins de la présente session ont été donnés à tous et chacun des membres du Conseil de la manière et dans les délais prévus par la Loi.

**PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-ANNE-DE-LA-POCATIÈRE  
COMTÉ DE KAMOURASKA**

**RÈGLEMENT NUMÉRO 249 RELATIF AUX REJETS DANS LES  
RÉSEAUX D'ÉGOUTS DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINTE-ANNE-  
DE-LA-POCATIÈRE**

**CONSIDÉRANT** qu'un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance du conseil tenue le 2 mai 2005 par le conseiller madame Martine Hudon;

**CONSIDÉRANT** que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le règlement numéro 249 et renoncent à sa lecture;

**EN CONSÉQUENCE,  
IL EST PROPOSÉ PAR MONSIEUR ALPHÉE PELLETIER,  
CONSEILLER  
ET APPUYÉ PAR MONSIEUR RAYMOND HUDON, CONSEILLER  
ET RÉSOLU UNANIMEMENT**

Que le règlement portant le numéro 249 soit adopté et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit :

Le présent règlement portera le titre de

**Règlement numéro 249 relatif aux rejets dans les réseaux  
d'égouts de la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pocatière**

## **SECTION I INTERPRÉTATION**

### **1. DÉFINITIONS**

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

- a) «demande biochimique en oxygène 5 jours (DBO<sub>5</sub>)» : la quantité d'oxygène exprimée en mg/l utilisée par l'oxydation biochimique de la matière organique pendant une période de cinq (5) jours à une température de 20°C;
- b) «eaux usées domestiques» : eaux contaminées par l'usage domestique;
- c) «eaux de procédé» : eaux contaminées par une activité industrielle;
- d) «eaux de refroidissement» : eaux utilisées pour refroidir une substance et/ou de l'équipement;
- e) «matière en suspension» : toute substance qui peut être retenue sur un filtre de fibre de verre équivalent à un papier filtre Reeve Angel N° 934 AH;
- f) «point de contrôle» : endroit où l'on prélève des échantillons et où l'on effectue des mesures physiques (pH, débit, température, etc.) pour fins d'application du présent règlement;
- g) «réseau d'égout unitaire» : un système d'égout conçu pour recevoir les eaux usées domestiques, les eaux de procédé et les eaux résultant de précipitations;
- h) «réseau d'égout pluvial» : un système d'égout conçu pour recevoir les eaux résultant de précipitations dont la qualité est conforme aux normes établies à l'article 7 du présent règlement;
- i) «réseau d'égout domestique» : un système d'égout conçu pour recevoir les eaux usées domestiques et les eaux de procédé.

### **2. OBJET**

Le présent règlement a pour but de régir les rejets dans les réseaux d'égout pluvial, domestique ou unitaire exploités par la municipalité de Ste-Anne-de-la-Pocatière, ainsi que dans de tels réseaux d'égout exploités par une personne détenant le permis d'exploitation visé à l'article 32.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (Lois refondues du Québec, chapitre Q-2) et situés sur le territoire de ladite municipalité.

### **3. CHAMP D'APPLICATION**

Le présent règlement s'applique à :

- a) tout nouvel établissement construit ou dont les opérations débutent après la date d'entrée en vigueur de ce règlement;
- b) tous les établissements existants à compter de la date de la mise en opération des réseaux d'égout municipaux, à l'exception des articles 6 d, 6 e, 6 j et 6 k qui s'appliquent à compter de son adoption.

#### **4. SÉGRÉGATION DES EAUX**

Dans le cas d'un territoire pourvu d'égouts séparatifs, les eaux de surface ou d'orage, les eaux provenant du drainage des toits, les eaux provenant du drainage de fondations ainsi que les eaux de refroidissement doivent être rejetées au réseau d'égout pluvial à la condition que la qualité de ces eaux soit conforme aux normes établies à l'article 7.

Certaines eaux de procédé dont la qualité est conforme aux normes établies à l'article 7, pourront être déversées au réseau d'égout pluvial après autorisation écrite du ministère de l'Environnement.

Aux fins du présent article, le réseau d'égout pluvial, en tout ou en partie, peut être remplacé par un fossé de drainage.

Dans le cas d'un territoire pourvu d'un réseau unitaire, les eaux de refroidissement devront être recirculées et seule la purge du système de recirculation pourra être déversée au réseau unitaire.

#### **5. CONTRÔLE DES EAUX**

Toute conduite qui évacue une eau de procédé dans un réseau d'égout unitaire, domestique ou pluvial, doit être pourvue d'un regard d'au moins 900 mm de diamètre afin de permettre la vérification du débit et les caractéristiques de ces eaux.

Toute conduite qui évacue une eau de refroidissement dans un réseau d'égout pluvial doit être pourvue d'un regard permettant l'échantillonnage de ces eaux.

Aux fins du présent règlement, ces regards constituent les points de contrôle de ces eaux.

### **SECTION II REJETS**

#### **6. EFFLUENTS DANS LES RÉSEAUX D'ÉGOUT UNITAIRE ET DOMESTIQUE**

Il est interdit, en tout temps, de rejeter ou de permettre le rejet dans les réseaux d'égout unitaire ou domestique :

- a) des liquides ou vapeur dont la température est supérieure à 65°C (150°F);
- b) des liquides dont le pH est inférieur à 5,5 ou supérieur à 9,5 ou des liquides qui, de par leur nature, produiront dans les conduites d'égouts un pH inférieur à 5,5 ou supérieur à 9,5 après dilution;
- c) des liquides contenant plus de 30 mg/l d'huiles, de graisses et de goudrons d'origine minérale.

Nonobstant le paragraphe précédent, lorsque la municipalité aura conclu une entente industrielle relative à l'utilisation des ouvrages d'assainissement des eaux usées, l'industrie sera autorisée à déverser à une fréquence n'excédant pas une fois par trois semaines des concentrations pouvant atteindre 100mg/l d'huile et de graisse minérale;

- d) de l'essence, du benzène, du naphte, de l'acétone, des solvants et autres matières explosives ou inflammables;

e) de la cendre, du sable, de la terre, de la paille, du cambouis, des résidus métalliques, de la colle, du verre, des pigments, des torchons, des serviettes, des contenants de rebut, des déchets de volailles ou d'animaux, de la laine ou de la fourrure, de la sciure de bois, des copeaux de bois et autres matières susceptibles d'obstruer l'écoulement des eaux ou de nuire au fonctionnement propre de chacune des parties d'un réseau d'égout et de l'usine de traitement des eaux usées;

f) des liquides autres que ceux provenant d'une usine d'équarrissage et/ou fonderie contenant plus de 150 mg/l de matières grasses et d'huiles d'origine animale ou végétale;

g) des liquides provenant d'une usine d'équarrissage et/ou fonderie contenant plus de 100 mg/l de matières grasses et d'huiles d'origine animale ou végétale;

h) des liquides contenant des matières en concentration maximale instantanée supérieure aux valeurs énumérées ci-dessous :

- composés phénoliques	:	1,0	mg/l
- cyanures totaux (exprimés en HCN)	:	2	mg/l
- sulfures totaux (exprimés en H <sub>2</sub> S)	:	5	mg/l
- cuivre total	:	5	mg/l
- cadmium total	:	2	mg/l
- chrome total	:	5	mg/l
- nickel total	:	5	mg/l
- mercure total	:	0,05	mg/l
- zinc total	:	10	mg/l
- plomb total	:	2	mg/l
- arsenic total	:	1	mg/l
- phosphore total	:	100	mg/l

i) des liquides dont les concentrations en cuivre, cadmium, chrome, nickel, zinc, plomb et arsenic respectent les limites énumérées en 6 h, mais dont la somme des concentrations de ces métaux excède 10 mg/l;

j) du sulfure d'hydrogène, du sulfure de carbone, de l'ammoniac, du trichloréthylène, de l'anhydride sulfureux, du formaldéhyde, du chlore, de la pyridine ou autres matières du même genre, en quantité telle qu'une odeur incommodante s'en dégage en quelque endroit que ce soit du réseau;

k) tout produit radioactif;

l) toute matière mentionnée aux paragraphes c, f, g et h du présent article même lorsque cette matière n'est pas contenue dans un liquide;

m) toute substance telle qu'antibiotique, médicament, biocide ou autre en concentration telle qu'elle peut avoir un impact négatif sur le traitement ou le milieu récepteur;

n) des microorganismes pathogènes ou des substances qui en contiennent. Le présent alinéa s'applique aux établissements tels que laboratoires et industries pharmaceutiques manipulant de tels microorganismes.

## 7. EFFLUENTS DANS LES RÉSEAUX D'ÉGOUT PLUVIAL

L'article 6 s'applique aux rejets dans les réseaux d'égout pluvial à l'exception des paragraphes c, f, g, h et i.

En outre, il est interdit, en tout temps, de rejeter ou de permettre le rejet dans les réseaux d'égout pluvial :

- a) des liquides dont la teneur en matières en suspension est supérieure à 30 mg/l ou qui contiennent des matières susceptibles d'être retenues par un tamis dont les mailles sont des carrés d'un quart de pouce de côté;
- b) des liquides dont la demande biochimique en oxygène 5 jours (DBO<sub>5</sub>) est supérieure à 15 mg/l;
- c) des liquides dont la couleur vraie est supérieure à 15 unités après avoir ajouté quatre (4) parties d'eau distillée à une partie de cette eau;
- d) des liquides qui contiennent les matières suivantes en concentration maximale instantanée supérieure aux valeurs énumérées ci-dessous :

1-	composés phénoliques	:	0,020	mg/l
2-	Cyanures totaux (exprimés en HCN)	:	0,1	mg/l
3-	sulfures totaux (exprimés en H <sub>2</sub> S)	:	2	mg/l
4-	cadmium total	:	0,1	mg/l
5-	chrome total	:	1	mg/l
6-	cuivre total	:	1	mg/l
7-	nickel total	:	1	mg/l
8-	zinc total	:	1	mg/l
9-	plomb total	:	0,1	mg/l
10-	mercure total	:	0,001	mg/l
11-	fer total	:	17	mg/l
12-	arsenic total	:	1	mg/l
13-	sulfates exprimés en SO <sub>4</sub>	:	1 500	mg/l
14-	chlorures exprimés en Cl	:	1 500	mg/l
15-	phosphore total	:	1	mg/l

e) des liquides contenant plus de 15 mg/l d'huiles et de graisses d'origine minérale, animale ou végétale;

f) des eaux qui contiennent plus de 2 400 bactéries coliformes par 100 ml de solution ou plus de 400 coliformes fécaux par 100 ml de solution;

g) toute matière mentionnée aux paragraphes c, f et g de l'article 6, toute matière mentionnée au paragraphe d du présent article, toute matière colorante et toute matière solide susceptible d'être retenue par un tamis dont les mailles sont des carrés de 6 mm (1/4 de pouce) de côté, même lorsque cette matière n'est pas contenue dans un liquide.

Les normes énoncées aux paragraphes a, b, c et f du présent article ne s'appliquent pas dans le cas où ces normes sont déjà dépassées dans l'eau d'alimentation, en autant que les eaux rejetées n'excèdent pas la contamination de l'eau d'alimentation.

#### **8. INTERDICTION DE DILUER**

Il est interdit de diluer un effluent avant le point de contrôle des eaux.

L'addition d'une eau de refroidissement ou d'une eau non-contaminée à une eau de procédé constitue une dilution au sens du présent article.

#### **9. MÉTHODE DE CONTRÔLE ET D'ANALYSE**

Les échantillons utilisés pour les fins d'application de ce règlement doivent être analysés selon les méthodes normalisées décrites dans la plus récente version de l'ouvrage intitulé «Standard Methods for the Examination of Water and Wastewater» publié conjointement par «American Public Health Association», «American Water Works Association» et «Water Environment Federation» [vingtième édition (1998) ou plus récente].

Le contrôle des normes édictées au présent règlement sera effectué par le prélèvement d'échantillons instantanés dans l'effluent concerné.

#### **10. RÉGULARISATION DU DÉBIT**

Les effluents de tout procédé dont le rejet instantané est susceptible de nuire à l'efficacité du système de traitement municipal devront être régularisés sur une période de 24 heures.

De même, tout établissement déversant des liquides contenant des colorants ou des teintures de quelque nature que ce soit devra régulariser le débit de ces liquides sur vingt-quatre heures.

#### **11. PÉNALITÉS**

a) Quiconque contrevient à quelque'une des dispositions du présent règlement est passible de poursuite devant la Cour de Juridiction compétente, d'une amende d'au moins 100,00 \$ avec frais, avec ou sans emprisonnement et, à défaut de paiement immédiat de ladite amende et des frais, d'un emprisonnement sans préjudice des autres recours pouvant être exercés contre lui, pourvu que ladite amende n'excède pas 300,00 \$ et que l'emprisonnement ne soit pas pour plus de deux (2) mois, ledit emprisonnement devant cesser en tout temps sur paiement de l'amende et des frais.

b) Toute infraction aux dispositions du présent règlement constitue jour par jour une offense séparée.

c) Toutes dépenses encourues par la municipalité par suite du non respect d'un des articles du présent règlement seront à l'entière charge des contrevenants.

#### **12. INCOMPATIBILITÉ**

Lorsqu'il y a incompatibilité entre les dispositions du présent règlement et celles prévues à d'autres règlements, les dispositions du présent règlement prévalent.

**13. ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur à la date de son adoption par le Conseil municipal.

**ADOPTÉ**

\_\_\_\_\_  
Marcel Bélanger, maire

\_\_\_\_\_  
Sylvie Dionne, sec.très.

Avis de motion : le 2 mai 2005.

Adoption du règlement : le 19 mai 2005

Avis public : le 26 mai 2005

**AVIS DE PROMULGATION DU RÈGLEMENT NUMRÉO 249  
AVIS PUBLIC**

**A TOUS LES CONTRIBUABLES DE LA MUNICIPALITÉ DE  
SAINTE-ANNE-DE-LA-POCATIÈRE:**

**AVIS PUBLIC** est, par les présentes, donnée par la soussignée,  
**SYLVIE DIONNE**, secrétaire-trésorière de la Municipalité de Sainte-  
Anne-de-la-Pocatière:

**QU'** à la séance régulière du 19<sup>ième</sup> jour du mois mai  
2005, tenue au lieu et heure désignés, le conseil municipal de  
Sainte-Anne-de-la-Pocatière a adopté le **règlement no 249 intitulé,**

**« RÈGLEMENT NUMÉRO 249 RELATIF AUX REJETS DANS  
LES RÉSEAUX D'ÉGOUTS DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINTE-  
ANNE-DE-LA-POCATIÈRE »**

**QUE** toute personne intéressée peut venir en prendre  
connaissance au bureau de la Municipalité de Sainte-Anne-de-la-  
Pocatière, aux heures normales de bureau.

**DONNÉ A STE ANNE-DE-LA-POCATIÈRE, CE 26<sup>ième</sup> JOUR DU  
MOIS MAI 2005.**

Sylvie Dionne, secr.-trésorière

---

**CERTIFICAT DE PUBLICATION**

Je soussignée, SYLVIE DIONNE, secrétaire-trésorière de la  
Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, certifie sous mon  
serment d'office avoir publié l'avis public ci-haut mentionné, en  
affichant une copie à chacun des deux endroits désignés par le  
conseil municipal, le 26<sup>ème</sup> jour du mois de mai 2005, entre 9h00 et  
17h00.

**EN FOI DE QUOI JE DONNE CE CERTIFICAT, CE 26<sup>ième</sup> JOUR  
DU MOIS DE MAI 2005.**

Sylvie Dionne, secr.-trésorière